

# Un Parti socialiste au bord de la rupture

LE MONDE | 23.02.2016 à 06h48 • Mis à jour le 23.02.2016 à 10h42 | Par [Michel Noblecourt](#)

Le symbole est lourd de sens. Pour la première fois depuis 1993, le Parti socialiste ne tiendra pas son université d'été, du 26 au 28 août, à La Rochelle (Charente-Maritime) mais à Nantes (Loire-Atlantique). Pour son premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, il s'agit d'illustrer sa stratégie de « *dépassement* » du PS autour d'une « *alliance populaire* ». Celle-ci vise à fédérer « *par le bas* », en dehors des appareils partisans, « *des écologistes, des socialistes, des démocrates, des radicaux et surtout des citoyens* ». Le 15 décembre 2015, au lendemain des élections régionales, M. Cambadélis avait même appelé « *à la rupture avec le parti qui a été constitué à Epinay* » en 1971. Deux mois après, le PS semble bel et bien au bord de la rupture avec ses militants, avec le reste de la gauche, voire avec son gouvernement et même son président.

Pour conduire ce « *dépassement* », M. Cambadélis est à la tête d'un parti très affaibli. Lors du dernier congrès, que tout le monde a oublié, en mai 2015 à Poitiers, le PS revendiquait 131 000 adhérents, une perte de 40 000 en trois ans, bien loin de l'objectif de 500 000 membres en 2017. Mais seuls 65 432 avaient voté sur les motions, soit la plus faible mobilisation de son histoire. Depuis 2012, à travers les élections municipales, départementales et régionales, le parti a perdu un gros tiers de ses élus. Plusieurs fédérations sont en survie artificielle, notamment celles qui ont longtemps été les plus puissantes, le Nord et les Bouches-du-Rhône, qu'on appelait dans le jargon socialiste « les Bouches-du-Nord ». Plus grave encore, les militants désertent les débats dans les sections comme s'ils ne se sentaient plus concernés par leur parti. « *Camba essaie de faire des choses, note un dirigeant, mais dès qu'il sort la tête de la tranchée, il prend un obus.* »

« Le PS s'est placé dans une situation vis-à-vis de son gouvernement qu'il n'a jamais connue depuis 1971 »

Avec le reste de la gauche, la rupture semble de plus en plus irréversible. Le débat sur une hypothétique primaire, lancé en dehors du PS, l'illustre. Dans *Le Journal du dimanche* du 21 février, M. Cambadélis se prononce de nouveau en faveur d'un tel scrutin, jugeant qu'« *il serait plus efficace qu'il y ait une candidature unique de la gauche* ». Il évoque même une date, « *en décembre ou janvier* ». Mais plus il défend la primaire, plus il démontre qu'elle est chimérique. « *Il faut que tout le monde s'engage à soutenir le vainqueur, énonce-t-il. Nul ne peut soutenir un autre candidat si le vainqueur ne lui plaît pas, c'est le principe d'une primaire.* ». Même si le Parti communiste admet que François Hollande puisse concourir – il serait exonéré,

précise « Camba », de façon baroque, de l'« obligation de participer à tous les débats »...-, il n'y a aucune chance qu'il se range derrière sa bannière si d'aventure il l'emportait.

## Prise de distance

Vis-à-vis du gouvernement, on assiste à une série de ruptures. La plus grave est intervenue dans le débat sur la déchéance de nationalité qui a accru sensiblement le nombre de frondeurs. Non seulement M. Cambadélis n'a pas réussi, comme naguère M. Hollande, à faire la synthèse, mais lors du vote sur la révision constitutionnelle, le 10 février, 119 députés socialistes sur 287 ont voté contre ou se sont abstenus. L'avant-projet de loi de Myriam El Khomri sur le droit du travail, qu'on peut pourtant difficilement réduire à un simple copier-coller des revendications du patronat et de la droite, est une autre fracture. C'est la première fois, que le premier secrétaire va jusqu'à déclarer qu'il ne le votera pas « *en l'état* » et appelle, au diapason de la CFDT et de plusieurs ministres, dont Jean-Marc Ayrault, à un sérieux rééquilibrage avec moins de flexibilité et plus de sécurité.

« Camba » est dans la pire situation d'un premier secrétaire depuis quarante-cinq ans

« *Le PS s'est placé dans une situation vis-à-vis de son gouvernement qu'il n'a jamais connue depuis 1971* », souligne un hiérarque socialiste. Sous le règne de François Mitterrand, il grognait parfois mais suivait toujours. Sous le gouvernement de Lionel Jospin (1997-2002), il se faisait entendre par la voix de son premier secrétaire, François Hollande. Aujourd'hui, il s'autonomise et revendique même, comme l'a fait M. Cambadélis dans le JDD, de ne pas être son « *porte-parole* ». Cette prise de distance se retrouve pour la présidentielle. Le PS veut « *innover, en créant un champ d'idées et de débats* », à travers neuf cahiers et conventions. Mais il a renoncé à élaborer un programme clés en main pour son candidat, « Camba » ayant expliqué, le 6 février, qu'il ne voulait pas « *rejouer la pièce des élections précédentes où le temps passé à discuter et à se disputer (...) est inversement proportionnel au temps que le candidat passe à le lire et à le reproduire* ».

Le PS ne se reconnaît pas dans son premier ministre, que certains soupçonnent de vouloir « *casser* » avec M. Hollande, et il s'identifie de moins en moins à son président qui hésite avant de répondre qu'il est toujours « *de gauche* »... « *La gauche du réel n'a pas de leçons à recevoir de la part des théoriciens nostalgiques d'une gauche idéaliste qui, juchée sur l'Aventin de ses certitudes, regarde avec mépris la gauche de gouvernement qui agit sur le concret de la vie de ses concitoyens* », écrit François Rebsamen dans *le Monde* du 23 février. L'ancien ministre du travail ne pense pas qu'à la gauche de la gauche. Pour lancer son appel, fin mars, sur l'alliance populaire, M. Cambadélis comptait sur des intellectuels et des syndicalistes. La déchéance de nationalité a éloigné les premiers, la loi El Khomri risque d'écarter les seconds. En avril 2014, juste élu à la tête du PS, M. Cambadélis résumait l'enjeu : « *La glissade ou le renouveau, la dispersion ou le sursaut.* » La crise et la dérive ont pris le pas sur le dépassement. « Camba » est dans la pire situation d'un premier secrétaire depuis quarante-cinq ans.